

## AVANT-PROPOS

## Out of Africa ?

Pourquoi ce titre paraphrasant — sur le mode interrogatif — celui de l'oeuvre célèbre de la romancière danoise, la baronne Karen Blixen ?

Parce que les conservationnistes sont inquiets du sort de la vie sauvage en Afrique sub-saharienne, cette Afrique qui, depuis des décennies, tarde à trouver son équilibre politique, se perd et s'enfoncé dans les rébellions, les guerres civiles, les rivalités inter-ethniques et inter-Etats, qui sombre dans un embrasement généralisé avec son cortège de misères et de régressions. Dans un tel contexte, n'est-il pas légitime de se demander si l'environnement dans son ensemble — et cela au détriment de l'Homme lui-même —, des parcs nationaux inscrits au registre du patrimoine de l'humanité, des espèces endémiques irremplaçables (telles les gorilles, les rhinocéros, les éléphants, les girafes) et toutes les espèces plus modestes qui partagent leurs habitats ne vont pas être sacrifiés ? La vie sauvage va-t-elle être balayée de l'Afrique ? Les conservationnistes, dont le souci de préserver les réserves naturelles et les espèces rares est souvent ressenti comme une marotte de nantis en provenance des pays riches, peuvent-ils encore oeuvrer utilement. Leur concours est-il encore souhaité ? La relève est-elle assurée ?

Le déclencheur de la présente réflexion fut une coupure de presse du quotidien sud-africain *The Pretoria News* que m'envoya fin 1995 un collègue africaniste, le Dr. Jacques Franssen. Sous le titre « *Rhino should be allowed to become extinct* », cette coupure faisait écho aux déclarations du Dr Munnik, selon qui mieux valait laisser disparaître la faune sauvage et récupérer les terres ainsi libérées pour un meilleur usage (voir page 160). Un graffiti de J. Franssen m'apostrophait en ces termes : « Vas-tu rester sans réagir ? ». La vérité est que je ne me sentais pas le droit et qu'il ne me paraissait pas justifié d'ouvrir sur l'heure une polémique, tant le débat porte sur des problèmes fondamentaux. Mais la réflexion a mûri, et il est des choses qui doivent être dites.

Que l'on nous entende bien. Nous n'avons de leçons à donner à personne : l'Afrique en effet n'a pas le monopole de la déliquescence et de la gabegie ; nos propres dirigeants — gouvernants et hauts fonctionnaires — ne nous ont que trop donné des exemples affligeants de corruption et trafic d'influence ; et, s'agissant d'état de guerre, l'Europe, qui a déclenché deux conflits à l'échelle mondiale, et qui voit la guerre se rallumer sur son propre sol, n'a pas à être fière. Nous sommes au contraire tenus à un devoir de réserve : la plupart des experts en matière de conservation de la nature ressortissent soit d'Etats au passé colonial, soit d'Etats pratiquant l'impérialisme économique. Deux générations après la vague des indépendances, nous traînons des responsabilités en Afrique, dont les habitants ne nous reconnaissent que des devoirs à leur égard. En pleine tourmente de l'indépendance congolaise bâclée en 1960, le ministre belge des affaires étrangères Paul-Henri Spaak avait dit avec justesse à la tribune de l'Assemblée générale des Nations-Unies que seule, l'Histoire jugerait des effets néfastes ou positifs de la colonisation. La colonisation est un fait, sans doute inévitable lorsque des continents ou des Etats ont atteint des degrés de développement inégaux. Le constater n'est pas le justifier. Cela dit, il est temps que dans les relations mutuelles, les mentalités changent de part et d'autre. Nous-mêmes, Belges, avons connu l'invasion romaine puis les déferlements germaniques ; l'énumération de nos villages et de nos villes revient à dresser le catalogue des champs de bataille où se sont exprimées les rivalités de nos voisins allemands, britanniques et français. Nous avons vécu sous des régimes espagnols, autrichiens, français et hollandais. Loin de continuer à geindre, nous valorisons ce que la civilisation de chacun nous a apporté, et nous en avons acquis un esprit européen qui, malgré la petitesse de notre pays, a permis à nos dirigeants

d'oeuvrer efficacement à la reconstruction et à l'unification de l'ouest de notre continent. Il est donc grand temps que, de part et d'autre, les frustrations et les rancœurs fassent place à une franche collaboration. Celle-ci toutefois n'est efficace que dans la durée, n'est possible que dans la confiance, et requiert que les relations soient basées sur le respect des conventions et du droit. Ces derniers ne sont garantis que dans le cadre de relations interétatiques et interindividuelles fondées sur la démocratie, le bien le plus précieux de l'humanité, le plus lent à mûrir, le plus fragile aussi et le plus difficile à conserver.

Dans le contexte présent de prolifération des conflits et de désastres humanitaires, nombreux sont ceux qui se scandalisent de ce que d'autres se préoccupent de la sauvegarde d'espèces rares, pendant que des hommes, des femmes et des enfants meurent en masse, à moins qu'ils ne se soient mués eux-mêmes en génocidaires... Posons d'emblée que toutes les guerres, quelles que soient leur forme, sont des crimes écologiques : dans les guerres modernes en effet, ce n'est plus seulement le sang des victimes qui « abreuve nos sillons », ce sont les défoliants, déchets nucléaires, et autres pestes chimiques qui empoisonnent durablement les sols. Dans le long terme, tous ces crimes écologiques sont des crimes contre l'humanité. Il est donc essentiel que, par delà la folie destructrice des Hommes, on élève au rang de priorité la protection de l'environnement et de la biodiversité, et que leur dégradation soit sanctionnée devant des tribunaux internationaux comme crimes contre l'Homme.

Indépendamment de la protection et de la conservation durable des ressources des sols, des eaux, de la biodiversité, il est un autre aspect essentiel. Le regard narcissique de l'Homme sur ses conquêtes culturelles et les acquisitions de ses multiples civilisations occulte avec légèreté la litanie des massacres, guerres, destructions dont celui-ci est coupable ; du fait du développement de ses techniques, il est désormais capable de tout détruire, et il est sur le point de le faire. *Homo sapiens* est l'espèce la plus destructrice, et la seule autodestructrice. En un mot, l'Homme est fou. Les plus sages ne sont-ils pas ceux dont le regard porte au-delà de la recherche des profits immédiats et qui prônent, au bénéfice des générations futures, la préservation de la planète et la gestion de ses ressources renouvelables ?

Les symboles marquants de la biodiversité menacée et les étendards mobilisateurs du respect de la nature et de la conservation des espèces rares sont les éléphants et les gorilles. Les éléphants, parce qu'ils entrent directement en compétition avec l'homme pour l'espace, et parce qu'ils ont le malheur de porter des défenses en ivoire que convoitent les hommes. Les gorilles, en particulier la variété vivant dans la région des volcans Virunga, parce que ce proche cousin, *a contrario* de notre propre stratégie de conquête et d'expansion continues, est demeuré dans son milieu d'origine dont il dépend totalement. Nous avons la capacité de l'éliminer d'une pichenette. Pour cette seule raison, il faut sauver le gorille, car le regard de cet être proche planté dans nos propres yeux nous interpelle sur notre capacité à retenir notre force destructrice. Le gorille, c'est le miroir de l'homme, qui nous renvoie la question : « *Homo sapiens*, que fais-tu de ta prétendue sagesse ? ».

La conservation de la biodiversité est pour l'homme une nécessité pour sa propre survie à long terme. C'est aussi un idéal pour lequel se battent des enthousiastes ne ménageant pas leurs efforts. L'Homme bénéficie d'un réseau de diplomates et de groupes d'activistes de « l'humanitaire ». En cas de crise, les premiers continuent leur train-train, tandis qu'on a vu les seconds fuir au premier coup de fusil. La Nature a aussi ses diplomates et ses défenseurs. Ils prennent des risques sur le terrain. Certains y ont laissé leur vie. Et il est important que l'on sache qu'à côté des victimes parmi les experts internationaux, il y a des victimes africaines, depuis les gardes congolais du parc Albert « morts pour les éléphants », jusqu'aux gardes et responsables rwandais et ougandais « morts pour les gorilles ». C'est lorsque tout va mal qu'il faut serrer les rangs, oeuvrer ensemble. Ouvrant ses colonnes à des spécialistes africains et européens, notre revue espère illustrer différentes sensibilités qui nourrissent nos réflexions sur la conservation de la Nature en Afrique.

J.C. RUWET, avril 1999.